

Veille Comité Energie : juin 2017

Préambule : la veille pour l'énergie exige, entre autres, un e-veil permanent : l'énergie a toujours été en transition ; celle d'aujourd'hui n'est pas plus rapide que celle du passé des 60 dernières années : émergence du pétrole dans les années 60 du nucléaire et du gaz dans les années 80-90. Aujourd'hui, les évolutions sont réellement plus lentes en matière de mix énergétique, malgré la menace climatique ; mais technologie des mesures géophysiques et numérique ont permis d'éliminer la menace d'un peak-oil de la production des énergies fossiles, de sorte que la menace climatique a pris la priorité.

La veille sur ce premier semestre porte sur trois thèmes : la « cyclicité » du prix des énergies fossiles, la transition énergétique et ses conséquences, les élections en France pour le futur énergétique.

Cyclicité : la 7eme crise pétrolière n'évolue pas comme les précédentes ; l'effondrement des prix du pétrole, jusqu'au tiers du prix initial-au delà de 100\$/bbl- et revenu à la moitié, se maintient durablement, malgré le secours, tardif, mais habituel de l'OPEP ; réduisant la production de ses adhérents, et très peu d'experts croient à un retour du prix au niveau initial dans un avenir proche : huiles et gaz de schistes, abondants dans le monde, à un coût de plus en plus compétitifs, à réaction ultra rapide à une variation de la demande, se satisfont économiquement de la situation actuelle.

Transition énergétique : la baisse des prix des fossiles, dont le charbon, est une menace sérieuse dans le monde sur les accords conclus lors des COP 21 et 22, éloignant la compétitivité réelle des énergies renouvelables, mais créant aussi d'énormes difficultés sociétales dans certains pays producteurs, trop dépendants de ces énergies. Pour l'Europe, respectueuse de ses engagements, le développement irréfléchi des capacités de production des électricités intermittentes a complètement détruit le marché de l'électricité, la surcapacité créée conduisant à des prix très bas, interdisant tout investissement non subventionné et à la ruine les producteurs « classiques » ; ce sont ces producteurs qui réclament publiquement de « créer de la rareté, pour rétablir le marché » ou déclarent : « on marche sur la tête et on n'en voit pas la sortie » (référence 6eme European Energy Forum, CFE Paris des 2é et 23 mai 2017)

Cette déclaration est liée à la proposition de la commission Européenne sur la transition énergétique fin 2016, le « Winter Package », dont la synthèse critique de l'Université Paris Dauphine conclura le cahier IESF sur le changement Climatique et la COP21 à paraître incessamment sur le site.

Elections en France : l'énergie n'a pas pesé lourd, mais la seule nomination de M.Hulot à l'environnement et à l'énergie a fait trembler les actionnaires d'EDF, l'Etat en est le premier. Certains ont rappelé que M. hulot était partisan du nucléaire, avant de changer d'avis. Selon les connaisseurs, on irait vers une application « adoucie » des engagements du gouvernement précédant.

Sources : indépendamment des sources accessibles à tous : journaux, Web, réseaux d'information, cette veille s'appuie sur les prestations ou consultations d'experts rencontrés dans les réunions suivantes :

Business Model for Energy 22 et 23 mai, coût de l'Energie 16 mai, International Oil Summit, 27 avril, World Energy Outlook AIE 18 avril, Colloque Energies Renouvelables CFE 31 mars, Election et Energie Enerpresse, 28 mars, 15eme forum mondial du Développement durable, convention de la SFEN-nucléaire- du 30 mars ; nous ne citons que les plus récentes et pas les réunions plus restreintes liées notamment aux industries fossiles

Veille comité énergie : septembre 2017

Trois thèmes ont été retenus : évolution des prix des matières premières fossiles, prise de conscience publique des risques liés aux électricités intermittentes, haro sur le diesel.

Prix des matières premières fossiles : absence de phénomènes majeurs concernant ces prix dans le monde, malgré l'importance d'événements géopolitiques et climatiques de grande ampleur : le prix du pétrole a évolué autour des 50\$/Bbl ; l'année 2018 ne devrait pas voir de grands changements, hors phénomènes plus importants.

Electricité intermittente : prise de conscience de plus en plus vive, et désormais publique et mondiale, des risques liés à l'extension irréfléchie et incontrôlée de l'éolien et du solaire : il s'agit de la technologie-régulation de fréquence-, de la sécurité d'approvisionnement, et de l'économie-prix réel final payé par le consommateur, avenir des entreprises de production-. Notons que l'augmentation des émissions de CO₂, réelle et mesurée, et conséquence de cette extension, n'est jamais évoquée ; même faible, elle va à l'encontre des buts recherchés. « France Stratégie » a publié une étude comparative pour la France s'appuyant sur la situation allemande ; une étude commandée par les responsables politiques des USA, pour les USA, a fait de même-encourageant le nucléaire, mais aussi les fossiles ; la majorité des partis politiques allemands, dans le cadre de s prochaines élections proposent des mesures drastiques, comme la suppression totale des subventions et de la priorité d'accès au réseau, dont la CDU/CSU. En France, les entreprises concernées en sont pleinement conscientes.

Haro sur le diesel : la France, comme d'autres pays, attaque préférentiellement le diesel. Du point de vue environnemental, c'est une décision qui va à l'encontre de la réduction des émissions de CO₂ : le diesel émet de l'ordre de 15 à 20% de moins que l'essence à usage égal ; les voitures diesel construites depuis plus de 6 ans n'émettent pas plus, peut-être moins, de particules fines que l'essence ; les oxydes d'azote, plus « nocifs » que le CO₂, ne sont émis qu'en quantités très faibles comparativement, et peuvent encore être réduits, déjà simplement en respectant les normes en usage réel. Par contre, on peut estimer que d'autres arguments sont prioritaires : la réduction des importations de gas-oil, dont l'Europe et la France sont très largement déficitaires, mais compensée partiellement par la diminution des exportations des excédents d'essence ; le rééquilibrage des raffineries excédentaires en essence ; et aussi la ponction supplémentaire des taxes : 2 centimes sur le gasoil routier, c'est 750 millions d'Euros/an dans les caisses de l'Etat et 5 milliards dans 5 ans. Le diesel n'a pas la rage... ! C'est la manne, mais pas l'écologie.

Veille comité énergie : décembre 2017

Trois thèmes ont été retenus : prix des matières fossiles, [conférences internationale COP23](#) et « One Planet Summit », France : nucléaire et Total

Prix des matières fossiles : l' [organisation de pays producteurs OPEP](#), en accord avec la Russie, a prolongé la période des quotas de production jusqu'à fin 2018, devant maintenir le prix du baril de pétrole brut au dessus de 50\$; la hausse de décembre à 64\$ ne devrait qu'être provisoire et liée à un arrêt momentané de production en mer du Nord.

COP23-Berlin- et « One Planet Summit »-Paris : la COP 23 n'avait pas besoin de la hausse des émissions de [gaz à effet de serre \(GES\)](#) en 2017 pour prévoir que, sans accélération brutale des moyens à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif de 2°, la hausse serait de plus de 3°, insupportable. Certains pensent qu'il faudrait une catastrophe gigantesque, liée au climat, pour faire bouger efficacement les Etats ; la « Powering Past Coal Alliance » dévoilée à la COP23 réunit 20 pays ayant décidé d'arrêter les centrales au charbon avant 2030 ; les pays les plus consommateurs n'y figurent pas : la Chine, l'Inde, les [Etats-Unis d'Amérique](#), la Russie, pour le monde et la Pologne ou l'Allemagne pour l'Europe. Le « One Planet Summit » a rassemblé des acteurs non étatiques et une quarantaine d'Etats, en majorité du Sud, très demandeurs d'aide. Des entreprises et des fondations ont pris des engagements significatifs pour des investissements « verts », dont l'agriculture et la reforestation, et la banque mondiale s'est engagée à ne plus financer des projets d'exploitation du pétrole et du gaz d'ici à 2019. Elle a été suivie par des banques, notamment européennes.

France : le gouvernement décide de reporter de quelques années-5 à 10- la date d'arrêt de centrales nucléaires, [qui avait été](#) fixée à 2025 et destinée à réduire à 50% la part du nucléaire dans le mix énergétique.

Total poursuit inexorablement sa politique de pénétration dans les énergies renouvelables : elle prend une participation importante et destinée à être portée à 100% dans la jeune société très dynamique EREN, impliquée dans l'éolien, le solaire et l'hydraulique ; après l'acquisition de Lamparis, elle se lance dans la distribution électrique en France, tout en s'intéressant à l'hydrogène. Le gaz, vecteur provisoire de la transition, a la part belle : le rachat de l'activité [gaz naturel liquéfié \(GNL\)](#) d'ENGIE lui permet de devenir no 2 des internationaux, derrière Shell, dans cette activité.